

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Le député invoque-t-il le Règlement?

M. Knight: Non, monsieur l'Orateur. Le député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Faulkner: Lorsque j'aurai terminé mon discours, monsieur l'Orateur, après que j'aurai exposé l'attitude du gouvernement. C'est ce qu'a dit le ministre de l'Agriculture le 6 décembre. Permettez-moi maintenant de lire un passage à la page 3 de cette déclaration, qui porte sur le programme de développement des petites entreprises agricoles:

Quand nous avons annoncé les grandes lignes du programme plus tôt cette année, bien des gens y ont vu un projet destiné à arracher des milliers de cultivateurs de leurs terres, à enrichir encore plus les agriculteurs riches et à acculer le cultivateur pauvre à abandonner.

Il n'en est rien.

Au contraire, nous voulons aider les petits exploitants agricoles à faire profiter les fermes familiales florissantes.

Certains se sont mépris sur nos intentions et ils ont prédit que notre programme transformerait de nombreuses agglomérations rurales en villes fantômes.

Il n'en est rien.

Au contraire, à mesure que les cultivateurs étendront les exploitations rentables, les villes et villages ruraux se ranimeront.

Je le répète, monsieur l'Orateur, voilà la politique du gouvernement. C'est la seule qui puisse plaire à des gens comme moi et le député de Richelieu (M. Côté) ainsi qu'à d'autres députés de circonscriptions rurales en totalité ou en partie. Nous n'accepterions rien de moins, tout comme les porte-parole de l'opposition.

M. McIntosh: Qu'a dit le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? Venez-en au fait.

M. Faulkner: J'y arrive, si les députés veulent bien patienter. Je voudrais parler des points qui ont été soulevés. La déclaration d'un député que je respecte beaucoup, celui de Meadow Lake, m'a un peu déçu. Peut-être a-t-il parlé sous l'impulsion du moment. Il a dit, comme en fait foi la page 10800 du *hansard*, que d'une façon ou d'une autre, ce bill avait été imposé aux cultivateurs de l'Ouest par ceux du Québec.

M. McIntosh: C'est exact.

M. Faulkner: Je suis prêt à donner au député le bénéfice du doute.

M. McIntosh: C'est exact.

M. Faulkner: Le député de Meadow Lake se trouve en face de moi. Il n'avait pas cette intention, je pense. Il me fait signe de la tête que ma supposition est exacte. Il n'avait aucunement cette intention. Je l'accepte. Le député me le signifie par un hochement de tête, bien que le député de Swift Current-Maple Creek se refuse à l'admettre. Il aimerait dire que le député avait cette intention. Je tiens à bien faire comprendre qu'un grand nombre d'agriculteurs qui ne sont pas du Québec appuient le bill. J'ai reçu le 10 mai une lettre de M. Gordon Hill, président de l'Ontario Federation of Agriculture. Il y déclarait que nombre de cultivateurs ontariens appuyaient le bill C-176.

M. McIntosh: Dites-nous ce que le ministre de l'Agriculture du Québec a déclaré.

M. Faulkner: Je ne crois pas que cela soit nécessaire. Certains députés de l'Ouest ont cité des éditoriaux du *Western Producer* qui appuient le bill C-176. Je voudrais

lire ce que le président de l'Ontario Federation of Agriculture, M. Gordon Hill, a dit du bill C-176.

L'Ontario Federation of Agriculture, qui représente environ 75,000 cultivateurs...

C'est un nombre respectable.

... continue d'appuyer fortement le bill C-176.

Nous croyons que le bill permet de franchir les limites des régimes provinciaux de commercialisation et de profiter de ces services sur le plan national. Nous considérons cela comme nécessaire pour améliorer le revenu du cultivateur.

Nous savons gré au ministre de l'Agriculture, l'hon. M. H. A. Olson, de son attitude ferme. Nous le considérons comme un homme d'une haute valeur et d'une grande intégrité...

Des voix: Bravo!

• (5.30 p.m.)

M. Faulkner: Ceci n'a pas été dit par un loyal député de l'arrière-ban. Je cite simplement les remarques de M. Gordon Hill. Elles sont de plus en plus intéressantes. Je voudrais répéter cela:

Nous le tenons pour un homme d'une haute valeur et d'une grande intégrité, qui fait tout son possible pour améliorer les chances économiques des agriculteurs canadiens. Nous continuerons à faire part à nos membres, ainsi qu'aux organisations membres, de son dévouement à notre cause.

Nous espérons que vous continuerez à soutenir le ministre de l'Agriculture dans ses efforts visant à l'adoption du bill C-176 le plus tôt possible.

Ce que j'essaie de démontrer est simple et direct. Cela n'a rien à voir avec une quelconque tentative de la part des agriculteurs du Québec. Je suis heureux de constater que le député de Meadow Lake vient de montrer, par un mouvement de tête, que ce n'était pas ce qu'il voulait dire. Les agriculteurs de l'Ontario soutiennent ce bill également.

Il y a eu hier une troisième intervention qui, Dieu merci, fut la plus brève. Elle émanait de mon ami et voisin le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees). Je n'affirmerai pas qu'il a lu le bill très soigneusement car, à la lecture de ses remarques, il est difficile de penser qu'il a saisi toutes les implications du bill. J'ai été une nouvelle fois déçu car il a perpétué le vieux mythe que nous, de ce côté de la Chambre, avons essayé difficilement et vainement d'éliminer des esprits des agriculteurs; c'est-à-dire que, d'une certaine façon, le plan de commercialisation proposé par ce bill sera imposé aux agriculteurs par le gouvernement. Aucun député, quelle que soit son opposition au bill, ne peut honnêtement dire que c'est ce qui est prévu. De nombreux articles permettent aux producteurs d'avoir voix au chapitre dans ce programme.

Je pense qu'il n'est pas tout à fait honnête de la part du député de Prince Edward-Hastings—en considérant qu'il n'a pas bien lu le bill et que ce n'était donc pas clair pour lui, mais en supposant également qu'il savait de quoi il parlait—d'avoir parlé de cette façon. Il a mal renseigné les agriculteurs sur des problèmes que nous avons essayé, pendant longtemps, d'éclaircir. Voici certaines des choses qui m'ont déçu. Si j'ai pris la parole aujourd'hui, c'était pour essayer, dans une certaine mesure, d'éclaircir cette question.

Nous avons eu droit, aujourd'hui, à un discours aussi intéressant que d'habitude du député de Lambton-Kent (M. McCutcheon) mais ce qu'il a réellement dit était que les commissions de vente ne constituaient pas la solution finale des problèmes agricoles. Je ne sais pas si cela a surpris ses collègues ou si certains d'entre eux croient que certains d'entre nous, de ce côté-ci de la Chambre, pen-